



**A l'invitation de la Chine, pays hôte du neuvième sommet des Brics qui s'est ouvert dimanche 3 septembre, les dirigeants de cinq nouveaux pays participent à la rencontre. Parmi les invités, deux pays africains : l'Égypte et la Guinée. La présence de ces derniers à Xiamen, aux côtés des Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud -, rappelle la place considérable que l'Afrique a pris pour ce club des émergents. Ciblée comme une terre stratégique par les Brics, le continent était déjà à l'honneur au sommet de Durban en 2013 qui avait pour thème le partenariat avec l'Afrique. Retour sur les tenants et aboutissants de ce partenariat privilégié avec Jean-Joseph Boillot (1), économiste et conseiller au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).**

**RFI : Quels avantages l'Afrique peut-elle tirer de la montée en puissance des Brics ?**

**Jean-Joseph Boillot :** La diversification des débouchés pour ses productions et ses matières premières, par exemple. Au cours de la dernière décennie, les relations commerciales de l'Afrique avec les **Brics** se sont développées plus rapidement que ses échanges avec toute autre région du monde. Ce renforcement des liens économiques du continent avec ses partenaires non-occidentaux n'est peut-être pas étranger à la résilience exceptionnelle affichée par le continent face à la récente crise économique mondiale. Pour la

première fois depuis les indépendances,

**une**

**crise financière internationale de grande envergure**

comme ce que le monde a connu à partir de 2008 n'a pas eu d'impacts significatifs sur les économies africaines. C'est l'un des bienfaits de la réorientation des échanges africains, notamment vers les pays des Brics. Plus généralement, on peut dire que l'engagement grandissant des puissances émergentes en Afrique a contribué à sortir celle-ci d'un rapport de force néo-colonial et donc défavorable avec les pays développés occidentaux.

**Faute d'une stratégie collective africaine du groupement des Brics, les rapports de ses pays membres avec l'Afrique sont avant tout des cas particuliers. Qu'est-ce qui distingue ces cas particuliers sur le terrain ?**

La Chine a une longue tradition de relations politiques et économiques avec l'Afrique. Engagé dans un partenariat « *gagnant-gagnant* », comme aiment le dire les Chinois mais aussi les Africains, Pékin se taille aujourd'hui la part du lion dans les échanges croissants des émergents avec leurs partenaires du continent. L'Inde est aussi très présente sur le terrain africain, mais le montant de ses échanges s'élevait en 2015 à 70 milliards de dollars contre 300 milliards pour la Chine. Les moyens d'intervention de New Delhi en termes d'aides ou de prêts sont considérablement limités en comparaison avec les Chinois, sans que cela compromette toutefois l'attractivité de l'Inde, comme en témoigne la présence massive des chefs d'Etat et de gouvernement au dernier

**sommet**

**Inde-Afrique**

qui s'est tenu à New Delhi en 2015.

**Et qu'en est-il des trois autres pays : Russie, Brésil et Afrique du Sud ?**

Après avoir été en position de repli depuis la chute du régime communiste, la Russie est aujourd'hui en pleine offensive, notamment dans les secteurs des matières premières et des armements. Quant au Brésil, se positionnant derrière la Chine, l'Inde et la Russie, ce pays entretient des relations privilégiées avec les Etats lusophones d'Afrique qui constituent sa chasse gardée. Quant à l'Afrique du Sud, sa part des échanges avec le continent est plus faible que celle des autres membres des Brics, mais les multinationales sud-africaines sont très actives dans les pays d'Afrique subsaharienne où ils détiennent des parts de marché substantielles, notamment dans les secteurs tertiaires ou miniers. Chaque pays poursuit ainsi ses propres objectifs et intervient autant pour avancer ses intérêts que pour limiter l'influence des autres. Ces rivalités sur le terrain favorisent surtout les Africains qui jouent de ces concurrences pour tirer leurs marrons du feu et contenir tout particulièrement l'hégémonie de la Chine sur le continent.



« Le partenariat avec l'Afrique » était le thème du sommet des Brics de Durban en 2013.

© Flickr/Brics 5

**Peut-on encore qualifier ces relations de « coopération Sud-Sud » ?**

Ce n'est pas une coopération Nord-Sud. Géographiquement parlant, on reste dans des rapports Sud-Sud, mais il ne s'agit évidemment pas d'une coopération Sud-Sud telle qu'elle avait été envisagée à la **Conférence de Bandung, en 1955**, impliquant des pays à niveau de développement égal. De ce point de vue, des pays comme la Chine, mais aussi l'Inde ou le Brésil, se situent par rapport à leurs partenaires africains à un niveau nettement supérieur tant

en termes de développement qu'en termes de progrès technologique. Il me semble que les relations économiques entre les Brics et les pays africains représentent un paradigme nouveau qu'on ne peut réduire à la coopération Sud-Sud classique ni au tête-à-tête dominant-dominé avec les pays développés occidentaux. Alors que l'Occident néo-colonial demeure dans une position de monopole vis-à-vis des pays africains, les rapports de force sont plus équilibrés entre ces derniers et les émergents qui cherchent encore à conquérir un statut.

**La principale réalisation concrète des Brics jusqu'ici a été la création en 2015 de la Nouvelle banque de développement (NBD), destinée à financer des projets d'infrastructure et de développement. Quel bilan après deux ans d'existence ?**

La création de cette banque de développement est symptomatique de ce que sont les Brics, un accord *a minima* entre les grandes puissances émergentes. La souscription initiale de 50 milliards de dollars a été difficile à réunir. Un premier volet de prêts a été accordé d'un montant de 1,5 milliard de dollars, dont le tiers pour le financement d'institutions judiciaires russes. Faute de projets de cofinancement entre les partenaires dans les pays en développement ou dans les pays membres, le projet de la **banque des Brics** est resté largement inopérant. Ceci a conduit la Chine à lancer sa propre banque, la Banque asiatique d'investissement en infrastructures, qui a fini par éclipser l'action de la NBD.

**L'incapacité des Brics de s'entendre pour faire décoller cette banque de développement conçue comme l'alternative emblématique aux institutions de Bretton Woods accusées d'être contrôlées par l'Occident, ne révèle-t-elle pas l'hétérogénéité grandissante des intérêts de ces grands émergents ? Dans ces conditions, quels peuvent être les enjeux de ce neuvième sommet du groupe des Brics qui se tient en ce moment même ?**

Il faut faire attention à l'expression « *hétérogénéité grandissante* » car dès 2009, au moment même de la formation des Brics, on entendait les experts affirmer que ce groupement des cinq grands pays émergents était intenable à cause du manque de cohésion de ses membres. Voilà qu'on se retrouve huit ans après, pour un neuvième sommet ! Et cela, malgré

### **la crise grave**

qui a opposé cet été l'Inde et la Chine au sujet d'un litige frontalier sur les hauteurs de l'Himalaya. C'est l'imminence du sommet de Xiamen qui a obligé les belligérants à trouver un terrain d'entente. Rappelons que le Premier ministre indien

### **Narendra Modi**

avait menacé de boycotter le sommet si Pékin ne suspendait pas la construction d'une route militaire sur un territoire frontalier au statut litigieux aux yeux de l'Inde. La Russie, tout comme l'Inde, s'inquiète de l'hégémonie géopolitique chinoise et de l'asymétrie des pouvoirs politiques et économiques au sein des Brics entre la Chine d'un côté et les autres membres du groupe. Mais comme ils ont tous besoin de cette structure pour s'affirmer par rapport à la prépondérance politique et économique de l'occident, l'enjeu de ce sommet et des sommets à venir sera peut-être de faire évoluer les Brics dans le sens d'une organisation comme l'OCDE où l'hégémonie des Etats-Unis est endiguée par l'union des petites et moyennes puissances.

## **Qu'est-ce qui empêcherait la Chine de quitter les Brics ?**

La philosophie orientale privilégie le pragmatisme. Les dirigeants chinois sont pragmatiques. Conscient des réticences et des résistances que leur régime inspire toujours, ils savent que leur pays a encore du chemin à faire avant de s'imposer comme une véritable superpuissance mondiale. Les Brics au sein desquels cinq continents et 40% de la population mondiale sont représentés, constituent le cadre idéal pour bâtir cette hégémonie internationale à laquelle Pékin aspire. Ce n'est donc pas dans son intérêt de claquer la porte. C'est parce que l'Inde et la Russie ont compris combien les Brics sont essentiels pour la Chine, elles sont en position de force vis-à-vis d'elle.

(1) Jean-Joseph Boillot est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Inde et l'Afrique. En voici une sélection : *L'Inde ancienne au chevet de nos politiques, l'art de la gouvernance selon l'Arthashastra de Kautilya* , (Editions du félin (papier) et Editions Boostzone (numérique), mai 2017), *Chindiafrique, la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain* , (Editions Odile Jacob janvier 2013, avec Stanislas Dembinski), *L'économie de l'Inde* , (Editions La Découverte, collection Repères, Paris 3<sup>e</sup> édition 2016), *Onze Questions sur les grandes économies émergentes* (Edition CEPII le Club 2009)

Chronologie et chiffres clés

